



Paris le 10 novembre 2017

Monsieur le président,

Le directeur général a décidé d'anéantir la DGFIP. Après avoir sabordé le dialogue social et le droit à la défense des agents, il s'attaque maintenant aux règles de mutations.

Dans un contexte de destructions massives d'emplois et de remise en cause de nos missions, avec des traitements qui n'évoluent pas et des carrières de plus en plus bloquées, le directeur général entend faire des agents, des pions déplaçables au gré des seuls besoins de l'administration.

Le pire a été annoncé lors du GT mutations du 19 octobre, où il nous a été imposé de remettre en cause l'intégralité des règles, faisant ainsi des collègues des unités malléables et corvéables à merci.

Les secrétaires généraux ont donc demandé à rencontrer le directeur général !

Le directeur général, qui dit être à l'écoute des personnels, doit aller vers une amélioration du système de mutations et non pas vers ce qu'il propose, à savoir la casse intégrale des règles nationales et l'affectation des agents laissée au bon vouloir des directeurs locaux.

Ainsi, dans l'attente de la réouverture d'un véritable dialogue social, les élus de Solitaires Finances Publiques et de la CGT Finances Publiques ne siégeront pas à la première convocation de la CAPN de révision de l'évaluation des AA1.

De plus, les 16 et 23 novembre les élus nationaux C sont convoqués à deux CAPN alors que pour ces mêmes journées deux appels à la grève sont prévus. Nous vous demandons, dès maintenant, de prévoir de nouvelles dates de convocations.